

DIAL 2860

BOLIVIE - Enjeux et défis du pouvoir bolivien. Entretien avec le nouveau ministre de l'agriculture.

Pierre Martinez

mercredi 1er février 2006, mis en ligne par [Dial](#)

Alors que le gouvernement d'Evo Morales vient d'être constitué, Hugo Salvatierra, nommé ministre de l'agriculture, s'exprime sur les enjeux de la transition et sur les défis nationaux et internationaux de ce « gouvernement du peuple ». dans un entretien réalisé et transmis à notre rédaction par Pierre Martinez (12/01/06). Nous en publions les principaux extraits.

Comment expliquer la rapidité de l'ascension du MAS [1] et d'Evo Morales ?

Le MAS et Evo Morales ont eu une lecture correcte du sentiment, des besoins et des aspirations du pays et du peuple. Cette lecture est reprise de manière simplifiée dans les dix principes présentés au peuple par le MAS. La population a besoin de sortir de cet état de misère et de pauvreté. Nous le résumons en deux consignes : « dignité et souveraineté ». La population a aussi besoin de la reconnaissance des peuples qui durant plus de 180 ans furent niés par l'Etat colonialiste bolivien, et qui représentent maintenant un réveil de sa conscience citoyenne, politique et comme peuple. Il met en priorité deux revendications : la récupération de la propriété de ses hydrocarbures, et une assemblée constituante pour refonder la Bolivie.

Le MAS a entretenu des relations inconstantes avec les organisations sociales boliviennes. Maintenant que le MAS est au pouvoir, ces organisations constitueront-elles plus un obstacle ou une opportunité ?

Il y a deux choses à comprendre ici. Les classes dominantes nous ont appris quelque chose : que la politique était une chose faite par les hommes politiques, par les partis traditionnels, et que ces partis servaient d'intermédiaire entre les revendications de la population et l'Etat. Le MAS a mis fin à cela. Le MAS n'est pas un intermédiaire, mais l'organisation des travailleurs ruraux et citadins. C'est le peuple organisé politiquement. Il n'y aura plus un parti comme intermédiaire, mais une action directe d'un peuple se gouvernant lui-même. C'est ce que le MAS et le peuple sont parvenus à construire, puisque désormais l'action politique n'est plus une chose étrangère au peuple, ni une activité des partis traditionnels et de leurs chefs, mais une action directe du peuple.

Le MAS et une organisation politique parmi les autres organisations sociales. Nous ne les représenterons pas seulement dans le gouvernement : je pense qu'en aucune manière le pouvoir doit être manié par les technocrates ou les hommes politiques, mais par les organisations sociales. En dessous du président de la République, il devra y avoir un conseil consultatif d'organisations sociales, qui devra dicter la ligne et la stratégie du gouvernement national. Le MAS et Evo Morales ne peuvent s'éloigner même d'un centimètre des masses, car ce sont toujours elles qui ont conquis le pouvoir, et qui vont désormais gouverner.

Vous pensez que la COB [2] pourrait faire partie de ce conseil ?

Sans aucun doute, les organisations sociales du pays doivent faire partie de ce conseil consultatif. C'est une instance qui doit maintenir un contrôle sur les orientations du gouvernement. Il est possible qu'il y ait des différences idéologiques et politiques avec de nombreux leaders, mais cela enrichit avant tout la révolution que nous vivons actuellement.

Peut-on cependant affirmer que les résultats électoraux de décembre dernier ont démontré les divergences entre la région de l'Altiplano, et celle de l'Oriente ? Comment le nouveau gouvernement pourra-t-il réunir tout le pays derrière un même projet ?

Il faut distinguer l'élection des préfets et le vote majoritaire des citoyens. Par exemple, je viens de Santa Cruz, et je suis absolument convaincu qu'il y avait là un peuple et des voix qui, sans être silencieuses, étaient passées sous silence par le système politique qui n'a jamais laissé parler le peuple. (...).

Quant aux préfectures, elles devront donc se coordonner avec le gouvernement national, pour que celui-ci puisse appliquer son programme de développement humain, de souveraineté économique, de dignité, de récupération de nos ressources naturelles, de création de sources de travail, afin de réactiver l'économie et la production du pays.

Dans ce gouvernement de nature nationale, les drapeaux soi-disant sécessionnistes, séparatistes, et ceux qui voulaient diviser le pays ne pourront plus se dresser. A Santa Cruz, nous avons obtenu 34% des voix, mais n'oublions pas les 100 000 votes qui ont été « épurés » par la cour électorale nationale. Si on incluait ces votes, cela voudrait dire que nous serions aussi à 54 ou 57% à Santa Cruz.

Comme vous l'avez évoqué précédemment, on parle couramment du réveil des mouvements indigènes en Amérique latine, mais jusqu'ici le MAS est le seul parti de ce type qui se soit installé en politique, et parvenant maintenant au pouvoir. Pensez-vous que d'autres mouvements indigènes sur le continent pourraient suivre un chemin similaire ?

Chaque pays conserve sa particularité. Certains comme le Pérou ou l'Equateur ont une certaine ressemblance avec le cas bolivien. Mais il faut comprendre qu'en Bolivie nous avons un mouvement social hautement politisé. Nous espérons que cela se produise aussi au Pérou et en Equateur où il existe une population indigène pauvre et exclue. Le cas bolivien constitue en ce sens une prise de conscience qu'a représentée Evo Morales.

Concernant la nationalisation du gaz, sera-t-il possible de concilier cette mesure avec la garantie des droits de propriété pour les entreprises étrangères ? Et qu'advient-il de la relation avec les pays voisins ?

Ce ne sont pas les entreprises étrangères qui vont être nationalisées, mais les ressources en hydrocarbures. Les entreprises présentes doivent rester, et nous l'avons déjà affirmé bien avant les élections. C'est la propriété des ressources naturelles qui va être récupérée, en l'occurrence le gaz et le pétrole. La nationalisation impliquera que cela revienne dans les mains de l'Etat, et ce sera l'Etat qui établira les contrats qui seront signés avec les entreprises pétrolières. Celles-ci sont les bienvenues, mais dans la mesure où elles respectent les règles de l'Etat bolivien.

On parle aussi d'un doublement des tarifs du gaz vers l'Argentine...

Nous sommes un pays pauvre. Nous n'avons pas de raison de faire des cadeaux, ni même en termes de solidarité lorsque l'on sait que c'est un commerce qui profite à des entreprises transnationales d'Argentine ou du Chili, et que ces transnationales ne sont même pas argentines ou chiliennes. Il faut établir un prix (je ne dis pas qu'il va doubler) conforme à ce que l'on appelait le prix régional américain, c'est-à-dire un prix juste.

Nous sommes des peuples pauvres, de même que l'Argentine et le Brésil. Il ne s'agit pas non plus de faire un commerce lucratif, ou faire du chantage avec des pays frères. Il s'agit d'établir des règles claires, où l'on comprenne que la Bolivie a la propriété de son gaz et doit définir un juste prix pour cette matière

première. Par ailleurs, les accords passeront nécessairement par une industrialisation du gaz, et cela peut se faire avec le Brésil et l'Argentine.

Justement, étant donné les cours actuels du gaz sur le marché, quel devrait être l'usage prioritaire de cette rente ? Considérez-vous le Venezuela comme un exemple sur ce point ?

Notre gaz est de meilleure qualité puisqu'il contient moins de liquide. Mais nous pensons que nous devons d'abord mettre en œuvre un processus d'industrialisation interne qui nous permette de vendre également les excédents qualifiés. Nous ne pouvons plus continuer à vendre une matière première non transformée. Nous devons d'abord résoudre ce problème pour favoriser la population, pour que le gaz liquide profite à toute la société civile, mais aussi pour l'exporter comme matière première transformée afin d'obtenir de meilleurs prix.

Sur la relation avec le Chili, comment pensez-vous que le MAS, une fois au pouvoir, pourra négocier un accès à la mer pour la Bolivie ?

Nous sommes aux côtés du peuple chilien. Nous espérons que le nouveau gouvernement de Bachelet ouvrira de véritables et franches négociations entre peuples frères pour permettre à la Bolivie de sortir de son isolement. Il n'y aura aucune politique de chantage « mer contre gaz ». Nous comprenons que le peuple chilien a besoin de produits boliviens, comme la Bolivie a besoin d'une sortie maritime. Il s'agira d'un processus de conversations et de négociations qui nous conduira à une entente entre peuples frères.

Il y a peu, Evo Morales a parlé du besoin d'une relation cordiale avec les Etats-Unis. Cette relation sera-t-elle compatible avec la légalisation de la culture de coca ?

Sans aucun doute. Il s'agit d'une politique souveraine de l'Etat bolivien. Les Etats-Unis devront comprendre que nous avons terminé un cycle de colonialisme par la volonté souveraine du peuple, et ils devront admettre que nous avons le droit légitime de gouverner. Il est probable que la Bolivie ne vaille pas un centime dans le concert économique mondial, mais politiquement c'est un peuple qui a un poids spécifique dans la politique internationale. En conséquence, avec ce réveil du peuple, les Etats-Unis devront comprendre qu'ils ne peuvent plus nous traiter comme une colonie, et qu'il n'y aura pas en Bolivie de gouvernement soumis, mais pas non plus de gouvernement de confrontation. Cela ne nous intéresse pas. Nous souhaitons qu'ils nous respectent et que nous ayons des relations cordiales.

Quelle influence pourra avoir la tournée internationale réalisée par Evo Morales ?

Cette tournée du camarade Evo Morales, accompagné par Alvaro García Linera en Argentine et au Brésil, est un exemple des capacités d'un petit peuple, humble, mais combatif et digne. Pour cela, beaucoup de portes de coopération et d'aide sont en train de s'ouvrir. Mais il ne s'agit pas de coopération ou d'aide qui nous arrivait auparavant comme de la charité. Nous ne voulons pas être traité comme un pays pauvre qui reçoit l'aumône.

Nous avons beaucoup de richesses naturelles et nous souhaitons les partager avec les autres, sans que ce soit un saccage. Pour cela, la tournée d'Evo Morales a ouvert des portes en Europe, et même nous pouvons le dire envers le peuple nord-américain qui regarde ce qui se passe en Bolivie. Je crois donc que nous entamons d'un bon pied ce qui sera un gouvernement de dignité nationale.

- [Dial](#) - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2860.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol).

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Mouvement vers le socialisme.

[2] Confédération ouvrière bolivienne.